

ne reste, au point de vue technique, qu'un pas à faire : l'unification des comptabilités. Ce doit être la tâche d'un **Congrès des employés de banque**. Il y aura, bien entendu, suffisamment de directeurs et d'employés trop bien payés qui freineront et saboteront le travail. C'est pourquoi les **Comités démocratiquement élus** par l'ensemble du personnel auront là aussi le rôle décisif, ils devront surveiller l'attitude des cadres ; c'est leur contrôle qui pourra déjouer toutes les manœuvres de la finance.

Faire payer les riches !

Confiscation des bénéfices de guerre !

Le gouvernement cherche aujourd'hui à réduire l'inflation. Sa première mesure a été l'**emprunt perpétuel** à 3 % qui alourdit la dette publique, par conséquent les impôts. Cet emprunt est d'abord un appel direct aux trafiquants du marché noir, aux profiteurs de la guerre et de l'occupation. Il leur offre un moyen de placer entre les mains de l'Etat les sommes volées et d'éviter ainsi tout contrôle de leurs fortunes. Malgré cette offre de collaboration faite par le gouvernement du marché noir, les trafiquants et les spéculateurs préfèrent transformer leur argent en devises étrangères et biens immobiliers, en bijoux et objets d'art, etc., et ils ont clairement indiqué que les garanties qui leurs sont offertes ne sont pas encore suffisantes. Au 20 décembre, l'emprunt n'était couvert que pour 155 milliards de billets, bons du trésor et dépôts bancaires, alors que la circulation fiduciaire est de 1.350 milliards au lieu de 150 milliards en 1939.

S'il est un échec en ce qui concerne la résorption de l'inflation, par contre l'emprunt est un succès, un triomphe même, pour la banque. En effet, 90.750 millions ont été souscrits par son intermédiaire et comme sa commission est de 1 %, elle réalise ainsi le joli bénéfice de 907 millions.

Devant la résistance des trafiquants, le ministre Plevin les a menacés. Il a annoncé son intention de rechercher dans les comptes de la **Reichsreditkasse** toutes les sommes qui ont été versées par l'occupant allemand. Très bien ! Qu'on publie entièrement et immédiatement ces comptes. Qu'une délégation de la C.G.T. contrôle cette publication. Ceci doit être le premier pas vers une économie entièrement transparente où le contrôle effectif des travailleurs ne laissera plus la finance tramer en permanence ses complots contre leurs vies et leurs libertés.

Mais comme on le promet depuis 1936 aux masses et comme les démagogues en menacent la bourgeoisie, il faut s'attaquer non seulement aux petits margoulin, aux francs-tireurs de la finance et de la spéculation, mais aux 200 familles elles-mêmes.

Publication complète des comptes de la Reichsreditkasse ;
Publicité entière, affichage des révélations qu'ils contiennent ;
Ouverture de tous les livres de comptes ;
Confiscation des bénéfices de guerre, de collaboration, d'occupation, de marché noir ;

Contrôle populaire sur les grosses fortunes, sur les revenus et sur les dépenses des riches qui doivent payer.

2° II FAUT NATIONALISER LES TRUSTS

Les phrases contre les trusts sont à l'ordre du jour, le général de Gaulle en agrément ses discours, la Résistance en meuble son programme et la presse en parle d'autant plus qu'elle est plus liée à la grosse industrie, comme le « Parisien Libéré », « France Libre »